



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS DE SERVICE

Prestations de nettoyage, de propreté et d'hygiène des locaux de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs 31 rue d'Ulm, Paris 5ème

Type de procédure : Passé en application des articles R 2124-1° et R2161-2 à R 2161-6° relatifs à l'appel d'offres ouvert du code de la commande publique.

Type de contrat : marché mixte à prix global et forfaitaire avec une part à bons de commande conformément aux articles L2125-1 et suivants, et aux articles R2162-1 à R2162-14 du code de la commande publique.

Le présent marché se réfère au Cahier des Clauses Administratives Générales – Fournitures Courantes et Services

Montant du marché : 1.200.000 € HT maximum

Numéro du marché : **2025AO000001**

ENTRE

L'acheteur public: **l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs - EnsAD**, représenté par son directeur, Monsieur Emmanuel Tibloux.

et

Le titulaire :

L'entreprise ou le groupement d'entreprises est désigné par le terme "le titulaire"



SOMMAIRE

| | |
|--|----------|
| ARTICLE 1 - PRESENTATION DE L'ACHETEUR..... | 4 |
| ARTICLE 2 - OBJET ET PRESENTATION DU MARCHÉ | 4 |
| 2.1 Objet du marché..... | 4 |
| 2.2 Présentation du marché..... | 5 |
| 2.2.1 forme du marché..... | 5 |
| 2.2.2 Durée du marché – reconduction..... | 6 |
| 2.2.3 Tranches..... | 6 |
| 2.2.4 Variantes..... | 6 |
| 2.2.5 Contacts..... | 6 |
| 2.3 description des ouvrages et limites des prestations..... | 6 |
| ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS..... | 6 |
| ARTICLE 4 - PERIMETRE DES PRESTATIONS - PRISE EN CHARGE ET REMISE EN CHARGE..... | 7 |
| 4.1 Prise en charge en début de marché..... | 7 |
| 4.2 Remise en fin de marché | 8 |
| ARTICLE 5 - DOCUMENTS A REMETTRE INITIALEMENT PAR LE TITULAIRE..... | 8 |
| ARTICLE 6 - CONDITIONS ET MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS | 8 |
| 6.1 conditions d'exécution générales..... | 8 |
| 6.2 Modification des prestations forfaitisé en cours d'exécution et prestation ponctuelles supplémentaires | |
| 9 | |
| 6.2.1 Modification du périmètre des prestations forfaitisées | 9 |
| 6.2.2 Prestations supplémentaires issues du bordereau des prix unitaires..... | 10 |
| 6.3 Désignation des agents – liste nominative des personnels de nettoyage..... | 11 |
| 6.4 Visite médicale..... | 12 |
| 6.5 Vêtements de travail et identification du personnel de titulaire | 12 |
| 6.6 Tenue et comportement des intervenant du titulaire..... | 13 |
| 6.7 Agrément | 14 |
| 6.8 Récusation et remplacement..... | 14 |
| 6.9 Stabilité des effectifs..... | 15 |
| 6.10 reprise du personnel..... | 15 |
| 6.11 Travailleurs étrangers | 15 |
| 6.12 Suivi des connaissances | 15 |
| 6.13 Locaux mis à disposition du titulaire..... | 16 |
| 6.14 Prestations fournies au titulaire | 17 |
| 6.15 Accès aux locaux et équipements administratifs..... | 17 |
| 6.15.1 Non-restitution ou perte des clés..... | 18 |
| 6.15.2 Restitution des moyens d'accès à la fin du service..... | 18 |
| | 2 |



| | |
|---|-----------|
| 6.15.3 Vérification et restitution des moyens d'accès pendant et en fin de marché | 18 |
| 6.16 Forme des communications..... | 18 |
| ARTICLE 7 - MESURES PARTICULIERES..... | 19 |
| 7.1 Grèves | 19 |
| 7.2 Interdiction momentanées..... | 19 |
| ARTICLE 8 - ASSURANCES | 19 |
| ARTICLE 9 SOUS-TRAITANTS | 20 |
| 9.1 Déclaration, acceptation et agrément..... | 20 |
| 9.1.1 Désignation des sous-traitants : | 20 |
| 9.1.2 Modalités de paiement direct : | 22 |
| 9.2 Conditions d'intervention d'un sous-traitant..... | 23 |
| ARTICLE 10 - PRIX | 23 |
| 10.1 Contenu du prix | 23 |
| 10.2 Révision du prix..... | 23 |
| ARTICLE 11 - MODALITES DE PAIEMENT | 24 |
| 11.1 Généralités..... | 24 |
| 11.2 Mentions sur les documents et les factures..... | 25 |
| 11.3 Délais de paiement..... | 25 |
| 11.4 Avance versée au titulaire..... | 26 |
| 11.5 Avance versée au sous-traitant..... | 26 |
| 11.6 Prestations non conformes..... | 27 |
| 11.7 Règlements des sous-traitants..... | 27 |
| 11.7.1 Répartition des paiements | 27 |
| 11.7.2 Règlement des comptes en paiement direct..... | 27 |
| ARTICLE 12 - MESURES COERCITIVES | 28 |
| 12.1 Pénalités | 28 |
| 12.2 Dispositions d'application | 29 |
| ARTICLE 13 - REGLEMENTS DES DIFFERENTS | 29 |
| ARTICLE 14 - MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE | 30 |
| ARTICLE 15 - OBLIGATION DE DISCRETION | 30 |
| ARTICLE 16 - DISPOSITIF DE VIGILANCE | 30 |
| ARTICLE 17 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS | 32 |



Article 1 - Présentation de l'acheteur

L'École nationale supérieure des Arts Décoratifs est un établissement public administratif d'enseignement supérieur relevant du ministère de la Culture, qui a pour mission la formation de haut niveau, artistique, scientifique et technique d'artistes et de designers, ainsi que la recherche.

Lieu de foisonnement intellectuel, créatif et artistique depuis plus de 250 ans, l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs propose dix spécialisations : Architecture intérieure, Art-Espace, Cinéma d'animation, Design graphique, Design objet, Design textile et matière, Design vêtement, Image imprimée, Photo-Vidéo, Scénographie, et accueille plus de 800 étudiants, français et étrangers.

L'acronyme « EnsAD » utilisé dans le présent cahier des charges désigne l'acheteur public.

Article 2 - Objet et présentation du marché

2.1 Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent l'exécution des prestations de nettoyage, de propreté, et d'hygiène à exécuter à l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs (EnsAD) sise 31 rue d'Ulm 75005 Paris.

L'EnsAD est un établissement recevant du public (ERP) de type R, classé en 2ème catégorie (800 personnes simultanées), muni d'un système de sécurité incendie de catégorie A.

L'école représente un ensemble de bâtiments : Erasme, Ulm et angle pour une superficie totale de 10 741 m² shon.

L'école est également composée d'un quatrième bâtiment « Vissol » (800 m² shon), en travaux actuellement et donc inaccessible jusqu'à minima la fin du 3ème trimestre 2025. Les prestations du présent marché pourront alors être appliquées au plus tôt le 1er septembre 2025 sur ce nouveau bâtiment, sans modifier de manière substantielle l'équilibre du marché, en vertu de l'article L2194-1 du code de la commande publique.

Les prestations comprennent le nettoyage des espaces ainsi que la location du matériel de nettoyage, pour le remplacement des petits équipements (diffuseurs, distributeurs, etc...)

Le titulaire prend en charge les surfaces, locaux et équipements désignés dans l'annexe 2 « détails des superficies » :

- Salles de cours, ateliers, bureaux, locaux techniques : 10 741 m² ;
- Sanitaires : sas, 35 cabines, bouches d'extraction ;
- Vitrerie intérieure : 500 m² ;
- Vitrerie extérieure (façades) : 1500 m² ;
- Terrasses et cour extérieure : 100 m² ;
- Cabines ascenseurs et monte-charge : 2 ;
- Lavabos et bacs : 58 unités ;
- Les mobiliers des bureaux, des salles de cours, des ateliers ;
- Les portes de placards (façades extérieures), les portes des salles et ateliers, les portes des sanitaires ;
- La désinsectisation-dératisation des sanitaires, des locaux techniques, des locaux ménage, ménage ;
- La mise en place de réceptacles d'hygiène féminine dans les sanitaires ;
- La location/gestion d'un distributeur de préservatifs.

Le titulaire du présent marché a en charge la reprise du personnel existant.

2.2 Présentation du marché

2.2.1 forme du marché

Il s'agit d'un marché public de services mixte estimé à 1.200.000 € HT maximum.

Le marché est traité à prix global et forfaitaire, pour les prestations, et la location du matériel de nettoyage, pour le remplacement des petits équipements (distributeurs, etc...).

Le marché comprend également une part à bons de commande établis sur la base de prix unitaires conformément aux articles R 2162-13 et 14 du code de la commande publique.

Cette part à bons de commande est plafonnée à 30% du montant forfaitaire annuel d'intervention permet d'approvisionner les locaux en consommables sanitaires à destination des personnels de l'École et en fournitures autres, et de palier à des aléas ou des demandes exceptionnelles de prestations supplémentaires de nettoyage ou de fournitures complémentaires.

2.2.2 Durée du marché – reconduction

La durée du marché est d'un an à compter de sa date de notification et, reconductible 3 fois de manière tacite par l'EnsAD sans que la durée globale du marché n'excède 48 mois.

En cas de non-reconduction, l'EnsAD doit respecter un délai de préavis de trois mois avant la date d'achèvement de la période en cours.

Les bons de commande notifiés au titulaire dans le cadre de la part à commandes précisent les délais d'exécution spécifiques de chaque prestation.

2.2.3 Tranches

Aucune tranche optionnelle n'est prévue pour le présent marché.

2.2.4 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre de ce marché.

2.2.5 Contacts

La direction technique de l'EnsAD est l'interlocuteur privilégié de l'exécution du marché, notamment l'adjoint au Directeur technique chargé du service intérieur qui assure le suivi de l'équipe de nettoyage et des prestations.

Le service des affaires financières et des achats assure le suivi administratif et financier du marché.

2.3 description des ouvrages et limites des prestations

La description des prestations à exécuter au titre du présent marché est portée au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.

Article 3 - documents contractuels

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, énoncées par ordre de priorité décroissant :

L'Acte d'Engagement (ATTRI1) et ses 2 annexes financières :

- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses 7 annexes techniques ;

- Annexe 1 : Plan des locaux
- Annexe 2 : Détail des superficies
- Annexe 3 : Détail du personnels
- Annexe 4 : Fréquence des prestations
- Annexe 5 : produits et consommables utilisés
- Annexe 6 : Protection de l'environnement
- Annexe 7 : Responsabilité sociétale des entreprises (RSE)

Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS – arrêté du 30 mars 2021) ;

L'offre technique du titulaire ainsi que son mémoire technique, et ses éventuels annexes.

Article 4 - Périmètre des prestations - Prise en charge et remise en charge

4.1 Prise en charge en début de marché

La description de l'immeuble et des ouvrages concernés est portée en annexe 2 du CCTP. Ces renseignements sont donnés à titre indicatif.

Le titulaire est réputé avoir vérifié le contenu de cette documentation et déclare être parfaitement informé de :

- La constitution de l'immeuble, des locaux et de la consistance des matériels, équipements et revêtements qu'il accepte de prendre en charge pour en assurer le nettoyage, la propreté et l'hygiène ;
- Des contraintes dues à leur destination ;
- Des conditions particulières d'accès liées à la sécurité et à la spécificité de l'immeuble.

Le titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur le bâtiment ou ses installations, ou de faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconques.

Le titulaire demeure seul responsable des erreurs qui peuvent se produire soit de son fait, soit par manque de vérification des plans, des schémas et des divers documents contractuels.

Les inexactitudes qui peuvent être évoquées après la notification du marché ne remettent en cause, en aucun cas, le montant minimal arrêté. Le titulaire renonce à faire état des éventuelles difficultés provenant de l'état des équipements ou installations.

4.2 Remise en fin de marché

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels, équipements et revêtements en état normal d'entretien.

Un mois avant l'expiration du marché, un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et de leur niveau d'entretien, est établi avec la présence éventuelle du nouveau titulaire désigné.

Le titulaire dispose d'un mois pour lever les réserves formulées dans le procès-verbal. Toute dépense, pour la remise en état des revêtements, des équipements ou des installations provenant d'un manquement du titulaire au titre des obligations du présent marché, lui sera retenue ou facturée.

Article 5 - Documents à remettre initialement par le titulaire

Dans les sept (7) jours suivant la notification du marché, le titulaire remet à l'EnsAD les consignes d'application personnalisées ; ces consignes constituées par les instructions et les informations écrites et établies par le titulaire spécifient à chaque intervenant les modalités de réalisation des missions de prévention et de sécurité confiées par l'EnsAD.

Dans les sept (7) jours qui suivent la notification du présent marché, le titulaire remet à l'EnsAD les attestations d'assurance définies à l'article 8 du présent CCAP.

Article 6 - Conditions et modalités d'exécution des prestations

6.1 conditions d'exécution générales

Le titulaire du présent marché est soumis à une obligation de résultats.

Le titulaire est réputé avoir pris pleinement connaissance des plans et documents utiles

à l'exécution des prestations, avoir effectué une visite détaillée des espaces et avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation des entreprises, s'être assurée qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, et s'être entourée de tous renseignements complémentaires auprès de l'EnsAD.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des différentes dispositions réglementaires, ainsi que toutes les dispositions nouvelles relatives au fonctionnement de l'EnsAD ; il est également invité à prendre connaissance de toutes celles adoptées en cours d'exécution du marché.

Les conditions d'exécution sont conformes au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP), aux règles R6 et R8 de l'APCAD et aux autres règles et documents contractuels.

Le titulaire prend toutes les mesures pour assurer sa mission dans le respect du décret n° 92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

Il doit connaître et faire connaître à ses personnels, toutes les consignes générales et particulières de sécurité afin d'éviter en priorité les erreurs dont les conséquences pourraient être graves pour les personnes et les biens.

6.2 Modification des prestations forfaitisées en cours d'exécution et prestation ponctuelles supplémentaires

6.2.1 Modification du périmètre des prestations forfaitisées

En application de l'article R 2194-1 du code de la commande publique, l'EnsAD peut réduire ou augmenter les prestations décrites dans le présent marché à la suite de modifications particulières ou de nouvelles contraintes inhérentes à son fonctionnement.

À ce titre, les prestations du présent marché, pourront être appliquées au plus tôt le 1er septembre 2025 sur le nouveau bâtiment « Vissol », sans modifier pour autant de manière substantielle l'équilibre du marché, en vertu de l'article L2194-1 du code de la commande publique.

Le titulaire est informé par décision, signée par l'EnsAD, de la modification des prestations avant la date de prise d'effet de la mesure. Cette décision est adressée au titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception.

Le montant global et forfaitaire est modifié sur la base des prix figurant dans la «décomposition du prix global et forfaitaire» (DPGF) ou dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

6.2.2 Prestations supplémentaires issues du bordereau des prix unitaires

L'EnsAD peut demander au titulaire d'effectuer des prestations supplémentaires, sur la base de bons de commande, à l'occasion de journées d'expositions, de conférences, de projections, de colloques, de tournage de documentaire, etc.

Ces prestations sont réalisées sur la base des prix unitaires figurant dans le BPU.

Formalisation des bon de commande :

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par l'EnsAD, conformément à l'article 3.7 du CCAG-FCS.

Il est précisé que la totalité des prestations réalisées sur la base de bons de commande, ne doit en aucun cas dépasser le montant maximum du marché, à savoir 30% du montant forfaitaire annuel.

L'EnsAD établit au fur à mesure de ses besoins, dans le cadre de la part à bons de commande prévue ci-avant, des bons de commandes qui sont adressés au titulaire.

Conformément à l'article R2162-5 du code de la commande publique, les bons de commande ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité du marché.

L'EnsAD ne peut fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché.

Les bons de commande sont signés par le représentant dûment habilité de l'EnsAD.

Chaque bon de commande indique:

- la date ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la nature des prestations à réaliser
- les prix unitaires correspondant au B.P.U. ;
- les montants H.T. et T.T.C. des prestations en faisant apparaître le montant et le taux de T.V.A ;
- le montant cumulé H.T. et T.T.C. des bons de commande antérieurement passés ;
- la date de début et de fin des prestations ou à défaut la durée d'intervention.

L'augmentation ou la réduction de la masse initiale des prestations du présent marché, traitées à bon de commande, peuvent être portées à un maximum de plus ou moins 25%, sachant que la globalité de la part à bons de commande ne peut dépasser 30 % de la globalité du marché.

6.3 Désignation des agents – liste nominative des personnels de nettoyage

Les personnes désignées par le titulaire sont seules autorisées pour l'exécution des prestations, objet du présent marché. Elles doivent posséder la qualification professionnelle et l'habilitation requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire met en œuvre toute action de formation nécessaire au perfectionnement du personnel pour l'exercice de sa profession. Chaque année, il remet à l'EnsAD le plan de formation de son personnel.

Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable est nommément désigné par le titulaire, celui-ci est alors l'interlocuteur privilégié vis-à-vis de l'EnsAD. Toute nomination, ou changement de responsable est soumis à l'agrément préalable de l'EnsAD.

L'EnsAD peut demander à tout moment le remplacement du personnel d'intervention pour des motifs professionnels ou autres dans un délai de 15 jours. Ce délai peut être réduit à 24H si le motif provient d'un non-respect caractérisé des clauses du présent marché, ou en cas de faute grave caractérisée.

Le titulaire s'engage à fournir, dans les cinq jours au moins avant le commencement d'exécution, la liste nominative du personnel chargé de l'exécution des prestations conformément à l'annexe 3.



Cette liste, comportant les fonctions des dites personnes, est remise à jour lors de tout changement et transmise, par le titulaire à la direction technique de l'EnsAD, par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard dans les quarante-huit (48) heures.

Les effectifs et les horaires effectués par le personnel du titulaire affecté au marché sont contrôlés par l'EnsAD, et vérifiés au moyen des mains-courantes sur lesquelles les agents du titulaire ont, préalablement à tout début de prestations, émargé en y inscrivant lisiblement la date, leur nom et prénom, heure d'arrivée et de départ.

Tout manquement à cette disposition entraîne l'application de pénalités conformément à l'article 14 du présent CCAP.

6.4 Visite médicale

Le titulaire doit soumettre obligatoirement à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent avant sa prise de fonction. En outre, le titulaire doit soumettre son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la réglementation en vigueur.

Les dates des examens médicaux, le nom et le prénom des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude à occuper leur fonctions sont consignés par le titulaire sur un registre spécial à cet effet.

Les visites médicales sont assurées par le service médical du titulaire.

Le titulaire transmet au responsable du service intérieur de l'EnsAD, dès le démarrage des prestations puis annuellement ou à chaque changement d'un membre de son personnel, un double des attestations médicales justifiant de la capacité au travail de son personnel.

6.5 Vêtements de travail et identification du personnel de titulaire

Le titulaire doit doter chaque intervenant d'une tenue de travail identifiable, qui est soumise à l'approbation du responsable de la sécurité de l'EnsAD, et ce conformément aux dispositions prévues au C.C.T.P.

Tous les agents intervenant pour le compte du titulaire dans les locaux de l'EnsAD, y compris le personnel d'encadrement et les éventuels sous-traitants, doivent en permanence porter un badge personnalisé, fournis par le titulaire.

6.6 Tenue et comportement des intervenant du titulaire

Le personnel mis à disposition par le titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement de l'établissement.

En particulier, les règles suivantes doivent être respectées :

- Interdiction de fumer dans tous les locaux de l'établissement sans exception ;
- Tenue vestimentaire en bon état de propreté, identifiant le nom de la société du titulaire ;
- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux d'y pénétrer en état d'ivresse ;
- Interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles prévues par le présent marché, dans l'enceinte des bâtiments de l'établissement ;
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente ;
- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque ;
- Interdiction d'utiliser les téléphones sans autorisation expresse de l'EnsAD ;
- Interdiction d'utiliser les matériels informatiques.

Les intervenants du titulaire doivent observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement de l'EnsAD.

Ils doivent faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et du patrimoine immobilier et mobilier de l'EnsAD. Ils doivent veiller au strict respect des consignes et des règlements édictés par l'EnsAD.

L'usage des matériels et des équipements contenus à l'intérieur des locaux de l'EnsAD lui est interdit ; c'est notamment le cas des appareils de téléphonie, de télécopie, les photocopieurs, les ordinateurs ainsi que tous les consommables de bureaux tels que papiers, cartouches, etc. Cette disposition ne concerne pas les matériels mis à disposition par l'EnsAD.

L'EnsAD peut demander le changement du responsable du titulaire ou de l'un des membres de son personnel pour des motifs dûment justifiés et en particulier s'il n'assure pas, dans des conditions satisfaisantes, les tâches vis-à-vis des interlocuteurs de l'EnsAD ou d'autres personnes avec lesquelles il est en contact dans le cadre de la mission confiée.

6.7 Agrément

Les personnels d'intervention et de remplacement nommément désignés par le titulaire en vue de l'exécution des prestations du présent marché, sont les seuls autorisés à intervenir dans l'établissement.

Ces personnes possèdent les qualifications et habilitations requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées. L'EnsAD peut à tout moment en demander la justification au titulaire.

Le titulaire remet à l'EnsAD la liste nominative du personnel d'intervention et l'informe préalablement, de tout remplacement.

Le titulaire remplace immédiatement le personnel absent ou qui ne donne pas satisfaction par un personnel de qualification équivalente.

Le titulaire s'engage, sauf motif grave, à ne pas modifier profondément et rapidement le personnel mis en place.

6.8 Récusation et remplacement

L'EnsAD se réserve le droit de récuser la présentation d'un agent qui s'avère inapte à l'exécution du marché, ou de demander le remplacement d'un agent en cas de nuisance au bon déroulement de la prestation, de compétences professionnelles non conformes, ou de non-respect des clauses de sécurité ou de confidentialité.

Le changement d'un responsable en cours de marché est subordonné à l'accord écrit préalable de l'EnsAD.

En cas de changement, le titulaire doit désigner un remplaçant et en communiquer le nom et le curriculum vitae à l'EnsAD, dans un délai de 5 jours à compter de la date de la demande par l'EnsAD.

Si l'EnsAD récuse le remplaçant, le titulaire dispose de 3 jours pour désigner un autre remplaçant et en informer l'EnsAD.

6.9 Stabilité des effectifs

Le personnel du titulaire correspond en nombre et en qualification à ce qui est nécessaire pour assurer la mission qui lui incombe.

Le nombre et le niveau professionnel ainsi que les salaires annuels du personnel et de son encadrement sont indiqués. Toute modification dans la composition du personnel doit être signalée à l'EnsAD sans délai.

Le titulaire ne peut procéder à un changement d'effectif sans l'autorisation expresse de l'EnsAD.

6.10 reprise du personnel

Conformément aux dispositions de la convention collective nationale en vigueur des entreprises de prévention et de sécurité, le titulaire a en charge la reprise du personnel en exercice sur le site de l'EnsAD.

Le personnel existant que le titulaire doit reprendre à sa charge est détaillé en annexe 3 du CCTP.

6.11 Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

6.12 Suivi des connaissances

Le titulaire doit assurer les actions de formation de son personnel, et en outre s'enquérir de l'état des connaissances sur le plan de la technique et de la sécurité pour ce qui concerne le personnel de ses sous-traitants.

Une action de formation aux techniques et produits utilisés sur le site, pour l'exécution des prestations, doit être assurée chaque année, pour chaque agent, par une personne compétente, éventuellement sur le site.

Le titulaire tient à jour un document permettant de juger de l'efficacité de la formation dispensée et des retours d'expérience, et en informe l'EnsAD à chacune de ses demandes.

6.13 Locaux mis à disposition du titulaire

Des locaux de service sont mis à la disposition du titulaire, conformément à l'article 18 CCAG-FCS. Ils sont désignés par l'EnsAD au titulaire avant démarrage des prestations.

Il appartient au titulaire, qui reconnaît avoir reçu les équipements et locaux en bon état de marche et conformes aux normes et règlements de sécurité :

- de permettre le libre accès de l'EnsAD au matériel qui doit éventuellement être modifié pour satisfaire à l'évolution des normes imposées par les règlements d'hygiène et de sécurité ;
- de mettre, suivant le programme qui est défini par l'EnsAD, les locaux et équipements à disposition pour lui permettre d'assurer les opérations normales de maintenance et les visites de contrôle.

Le titulaire doit immédiatement signaler par écrit toutes déficiences constatées avant ou en cours d'utilisation et susceptibles de provoquer un accident. Il est responsable des dégradations autres que l'usure normale et des conséquences qu'elles peuvent avoir en cas d'utilisation dans des conditions normales des locaux et équipements prêtés.

Le titulaire est tenu de maintenir les locaux et leurs équipements, qui lui sont confiés en bon état de propreté et de fonctionnement. Les interventions de l'EnsAD ou des entreprises agissant à sa demande, consécutives à un usage anormal ou au non-respect des consignes d'utilisation par le titulaire, font l'objet d'une pénalité égale au montant des interventions prélevées sur le décompte du titulaire.

Les réparations des locaux et équipements consécutives à un usage irrationnel ou à l'inobservation des consignes d'emploi ou des règles de sécurité sont à la charge du titulaire par application d'une pénalité égale au montant des réparations.

Pour ces locaux, les éventuelles installations complémentaires ou adaptations souhaitées par le titulaire font l'objet d'un accord préalable de l'EnsAD, et sont à la charge du titulaire.

La remise en état des lieux est à la charge du titulaire.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux est établi conformément aux dispositions de l'article 4 du C.C.A.P.

6.14 Prestations fournies au titulaire

La fourniture d'énergie électrique nécessaire à l'exécution proprement dite des prestations est assurée gratuitement par l'EnsAD.

Les appels téléphoniques strictement nécessaires à la bonne organisation des prestations et à la communication avec les services internes de l'EnsAD sont prises en charge par celle-ci. Les installations téléphoniques de l'EnsAD ne peuvent pas être utilisées par les cadres, préposés, sous-traitants, ou fournisseurs du titulaire pour des appels privés.

6.15 Accès aux locaux et équipements administratifs

Le personnel du titulaire peut intervenir et circuler dans les zones suivantes à l'exclusion de toute autre :

- Les locaux professionnels affectés au titulaire dans le cadre du marché ;
- Les locaux concernés par les prestations du titulaire ;
- Les circulations permettant d'accéder aux différents locaux ci-dessus.

Des modalités complémentaires d'accès à certains locaux sont éventuellement définies ultérieurement par l'EnsAD, le personnel du titulaire doit s'y conformer.

Le personnel du titulaire doit observer les consignes de sécurité et les règles appliquées au personnel extérieur à l'établissement qui sont imposés par les caractéristiques du bâtiment (ex : permis de feu, carte d'accès, etc...)

L'EnsAD dote le titulaire de clés, cartes ou codes d'accès permettant l'accès aux locaux concernés par le marché. L'EnsAD seule détermine le nombre de clés, de cartes ou de codes d'accès nécessaires à la bonne exécution des prestations et au respect des mesures de sécurité.

En cas de perte, détérioration ou vol, le titulaire avise aussitôt l'EnsAD des exemplaires manquants ; ceux-ci sont remplacés par l'EnsAD et font l'objet d'une pénalité égale à leur valeur de remplacement. Il est expressément interdit au titulaire de reproduire ou faire reproduire les clés manquantes ainsi que de sortir les clés des sites de l'EnsAD, sauf pour leurs restitutions aux postes centraux de sécurité.

6.15.1 Non-restitution ou perte des clés

Le titulaire est tenu de signaler sans délai à l'EnsAD toute perte de clé.

L'absence de restitution ou la perte de clés peut donner lieu à rupture du marché.

L'absence de restitution ou la perte de clés peut entraîner le remplacement par l'EnsAD des cylindres de serrures correspondantes, et la réclamation au titulaire du remboursement des frais avancés pour recouvrer les conditions initiales de sécurité à l'intrusion des locaux.

6.15.2 Restitution des moyens d'accès à la fin du service

À chaque fin de service, les clés doivent être déposées dans l'armoire de gestion des clés. En cas de non-restitution d'une clé ou tout autre moyen d'accès, des mesures coercitives prévues à cet effet à l'article 12 du présent CCAP sont appliquées, sans préjudice des autres sanctions prévues au marché.

6.15.3 Vérification et restitution des moyens d'accès pendant et en fin de marché

En fin de marché, le titulaire est tenu de remettre à l'EnsAD les clés et cartes d'accès confiées initialement et en cours de marché. Toutefois, l'EnsAD se réserve la possibilité tout au long du marché et à tout moment de procéder à des vérifications du nombre de clés et cartes d'accès déposées dans le local prévu à cet effet et d'appliquer les sanctions et pénalités prévues à l'article 12 du présent CCAP.

6.16 Forme des communications

En complément des dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS, le titulaire, en cas d'urgence, doit communiquer à l'EnsAD par courrier électronique tous les éléments qu'il juge nécessaires. Il en assure ensuite l'envoi suivant les formes légalement recevables conformément aux dispositions prévues au 3.1 du CCAG-FCS.

Les incidents sur site donnent lieu à une information orale immédiate à l'EnsAD. Cette première mesure est suivie d'un rapport écrit détaillé.

Ce rapport doit être remis dans un délai maximum de 4 heures s'il s'agit d'un incident survenu le jour et le lendemain s'il s'agit d'un incident survenu la nuit.

Article 7 - Mesures particulières

7.1 Grèves

En cas d'arrêt de travail des salariées du titulaire pour fait de grève, ce dernier est tenu d'exécuter obligatoirement un service minimum dont les modalités ainsi que la durée sont précisées par l'acheteur public.

Au-delà du délai susvisé imparti au titulaire, et en cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat, l'EnsAD y pourvoit par tous moyens qu'elle juge utiles, aux frais, risques et périls du titulaire.

Les mesures qui sont prises dans ce cas sont limitées à la durée de la grève.

7.2 Interdiction momentanées

Des interdictions momentanées d'accéder ou de circuler dans les locaux peuvent être prescrites, notamment lors de départs ou d'arrivées de personnalités, ou à l'occasion d'alertes, d'exercices ou d'incidents signalés dans les bâtiments ou à proximité.

L'EnsAD ainsi que les forces de police peuvent décider de surveiller, faire arrêter les prestations, ou évacuer les bâtiments à l'occasion de visites officielles et d'incidents éventuels qu'ils ont pour mission de prévenir.

À cet effet, l'EnsAD, les services de sécurité ou la police peuvent prescrire le déplacement d'un matériel, d'un équipement ou d'un stock quelconque ainsi que le libre accès aux locaux occupés par le titulaire aux fins de fouilles et visites.

Article 8 - Assurances

Le titulaire est responsable des dommages suivants :

- dommages ou préjudices de toute nature qui peuvent être causés à ses propres préposés ou à ceux de ses sous-traitants et à leurs biens du fait de leur prestation objet du présent marché ;
- dommages ou préjudices de toute nature qui peuvent être causés par ses préposés, aux biens de l'EnsAD, aux agents et public de l'EnsAD et à leurs biens, ainsi qu'aux tiers et à leurs biens, et trouvant leur origine lors de l'exécution des prestations.

Le titulaire et ses assureurs garantissent l'EnsAD de toutes actions ou réclamations de tiers (y compris ses personnels) contre tous dommages ou préjudices pour les dommages ci-dessus mentionnés.

Pour couvrir sa responsabilité définie au présent marché, le titulaire déclare avoir garanti auprès de compagnies d'assurances, notoirement solvables, les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il peut encourir pour les dommages causés à l'occasion ou du fait de l'exercice de ses activités.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du contrat les couvertures d'assurance susvisées et à en justifier à première demande de l'EnsAD, pour chaque année d'exécution du marché.

Le titulaire fournit dans les sept (7) jours suivant la notification du marché, les attestations d'assurance correspondant aux différents risques.

De même, le titulaire fournit une attestation d'assurance après chaque modification ou renouvellement de ses polices d'assurance.

Dans tous les cas de constatation de dommage, le titulaire déclare le sinistre à ses assureurs, prend immédiatement toutes mesures conservatoires en accord avec l'EnsAD, pour garantir les résultats du marché.

Article 9 Sous-traitants

9.1 Déclaration, acceptation et agrément

9.1.1. Désignation des sous-traitants :

Les sous-traitants sont désignés :

- par le soumissionnaire dans le formulaire DC4 au moment du dépôt de l'offre.
- par le titulaire dans le formulaire ATTRI2 en cours d'exécution du marché.

Dans le cas contraire, l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé en cours de marché par l'EnsAD et par le titulaire qui conclut le contrat de sous-traitance.

Conformément à l'article L 2193-3, et aux articles R 2193-1 et R 2193-3 du code de la

commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'EnsAD et de l'agrément par elle des conditions de paiement de chaque sous-traitant en application des dispositions fixées l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.

Le sous-traitant direct du titulaire du marché qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'EnsAD est payé pour la part du marché dont il assure l'exécution en vertu de l'article L2193-10 du code de la commande publique. Le sous-traitant direct du titulaire du marché est payé directement par l'EnsAD, en vertu de l'article L 2193-11 du code de la commande publique.

En application des dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, l'acceptation d'un sous-traitant en cours de marché et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé par l'EnsAD, par le contractant qui conclut le contrat de sous-traitance, par le sous-traitant et le cas échéant, par le mandataire du groupement.

Le titulaire envisageant de sous-traiter une partie de ses prestations, doit joindre les documents suivants :

Le projet de déclaration de sous-traitance :

- Les attestations fiscales et sociales montrant que le sous-traitant est en règle avec les obligations faites par le code de la commande publique ;
- Le formulaire DC2, disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>) ou tout autre document contenant l'ensemble des informations requis ;
- Une liste des principales références pour des prestations similaires à l'objet du marché au cours des trois dernières années (durée inférieure autorisée pour les sociétés nouvellement constituées). Les références détaillent notamment l'objet, le montant, la date et le caractère public ou privé du destinataire et le cas échéant le nom dudit ou desdits destinataires. Les références peuvent concerner d'autres éventuels opérateurs économiques dans le cas où leurs capacités doivent être prises en compte.

Dans le cas où la demande est présentée après la notification du marché, le titulaire remet contre récépissé à l'EnsAD ou adresse en recommandé avec avis de réception, la ou les demandes d'acceptation du ou des sous-traitants concernés et ce **IMPÉRATIVEMENT AVANT TOUTE INTERVENTION DU OU DES SOUS-TRAITANTS.**

Pour rappel, toute sous-traitance occulte peut être sanctionnée par la résiliation du marché concerné aux frais et risques du titulaire.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance peuvent être réalisés par acte spécial ou avenant, dès lors que le titulaire peut, conformément aux dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-9 du code de la commande publique :

- soit obtenir la modification de la formule de l'exemplaire unique;
- soit fournir une attestation de l'établissement bancaire justifiant l'annulation du nantissement préalable ou que la cession de créance ou le nantissement ne fait pas obstacle au paiement du sous-traitant.

Pour le sous-traitant établi ou domicilié hors de France, celui-ci doit attester sur l'honneur que le travail est réalisé avec des salariées employés régulièrement au regard de la réglementation française ou des règles d'effet équivalent dans le pays auquel il est rattaché.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que l'EnsAD se réserve le droit de refuser un sous-traitant si elle juge ses qualifications ou références insuffisantes.

9.1.2 Modalités de paiement direct :

L'attestation de paiement à un sous-traitant doit être établie selon le modèle produit par la personne publique.

Elle doit obligatoirement comporter au minimum :

- le titulaire et le sous-traitant ;
- les références de l'acte spécial : N°, montant T.T.C., taux de T.V.A., prestations sous-traitées ;
- mois des prestations sous-traitées ;
- numérotation de l'attestation (nombre de demandes de paiement présentées sur le même acte spécial) ;
- le montant H.T, le montant et le taux de la T.V.A. ainsi que le montant T.T.C. à régler

- directement ;
- l'état récapitulatif des règlements déjà effectués ;
- le numéro de compte à créditer.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation signée indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation prévue dans le contrat de sous-traitance et inclus la T.V.A.

Dans le cas d'un groupement, si le co-traitant qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

9.2 Conditions d'intervention d'un sous-traitant

Le contrat de sous-traitance est soumis aux mêmes conditions d'intervention que le présent marché. En aucun cas, ils ne peuvent être en contradiction ou inférieurs en qualité au présent marché, le titulaire restant responsable des interventions de ses sous-traitants.

Le titulaire prend toutes dispositions pour assurer la coordination de l'intervention des entreprises extérieures sous-traitantes agréées.

Article 10 - Prix

10.1 Contenu du prix

Les prix sont réputés complets, conformément aux dispositions de l'article 10.1.3 du C.C.A.G- FCS. Ils comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

10.2 Révision du prix

Les prix sont fermes pour la première année d'exécution du marché.

En cas de reconduction tacite ils sont révisés annuellement, à la date anniversaire du marché, selon la formule suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,85 (\frac{I}{I_0}))$$

P est le prix révisé

Po est le prix initial

L'indice de référence est l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Nettoyage courant, marché public

I est la valeur du dernier indice connu à la date de la reconduction

IO est la valeur de l'indice de référence du mois d'établissement de prix du marché, appelé mois zéro. Il correspond au mois du dépôt de l'offre du titulaire.

Article 11 - Modalités de paiement

11.1 Généralités

Le paiement de chaque facture s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au CCAG fournitures et services.

Les prestations courantes sont réglées mensuellement, à terme échu, sauf pour le mois d'août (EnsAD fermée) soit 11 termes par année d'exécution.

Les prestations ponctuelles :

- de décapage et mise en cire (en juillet et septembre),
- de nettoyage des vitres (février et septembre) font l'objet d'une facturation particulière à chacun de ces postes, après service fait.

Les prestations dues au titre de la part à commande sont réglées au titulaire après acceptation des prestations relatives à chaque bon de commande.

Le règlement de chaque bon de commande concernant l'exécution du marché, fait suite à la production par le titulaire d'une facture correspondant au bon de commande.

Chaque facture relative à un bon de commande doit être distincte de toute facture relative aux mensualités du forfait.

Le paiement des prestations réceptionnées est considéré comme paiement partiel définitif.

11.2 Mentions sur les documents et les factures

Pour les factures correspondant à la part forfaitaire, les factures présentées au paiement portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- nom et adresse du créancier
- numéro du compte bancaire ou postal
- numéro et date du marché et de chaque avenant, le cas échéant, les prestations exécutées, et la période,
- le montant hors taxes de la prestation exécutée, en valeur mo (montant d'origine),
- Sur la première facture révisée de l'année
- le calcul de la révision avec la valeur des indices (justifiés par la publication), le montant hors taxes révisé,
- le rappel de révision depuis la date anniversaire,
- le taux de la TVA en vigueur, son montant, et le montant exprimé toutes taxes comprises, La facture sera datée et signée.

L'EnsAD peut éventuellement demander la justification des factures des fournisseurs.

Pour les factures correspondant à la part à bons de commande :

- la facturation peut être détaillée en annexe à la facture forfaitaire mensuelle décrite ci-dessus,
- ou une facture spécifique aux bons de commande peut être établie au mois ou au trimestre, la facture est présentée dans les conditions décrites ci-dessus, et comportant en annexe les bons de livraison signés du chef de site.

L'EnsAD peut éventuellement demander la justification des factures des fournisseurs.

Les factures et avoirs sont transmis exclusivement en mode dématérialisé via la plateforme CHORUS, en utilisant le numéro SIRET de l'acheteur : 497 534 704 00014 ainsi que le code service et le numéro d'engagement fournis par le service informatique de l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs ; dans le cas où la date de la facture est antérieure à la date de la réalisation de la prestation, c'est cette dernière qui est prise en compte.

11.3 Délais de paiement

Le paiement, par virement, intervient dans un délai maximum de 30 jours compté à partir de la date de réception de la facture constitutive de la demande de paiement en vertu de l'article R. 2192-10 du code de la commande publique.

Les intérêts moratoires courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus, conformément à l'article R. 2192-32 du code de la commande publique.

En vertu de l'article D. 2192-35 du code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

11.4 Avance versée au titulaire

Une avance prévue à l'article R 2191-3 du code de la commande publique est versée au titulaire sauf en cas de refus par celui-ci.

Son montant est égal à 5 % du montant initial des prestations du marché (forfait) à exécuter dans les douze premiers mois du marché.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un mois à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution.

Le remboursement de cette avance commence lorsque le montant cumulé des demandes d'acomptes présentées, régie exclue, par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial (hors TVA) du marché. Ce remboursement doit être terminé lorsque le dit montant a atteint 80 % du montant initial (hors TVA) du marché.

Il s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de révision de prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

En application des dispositions de l'article R 2191-9 du code de la commande publique, son montant n'est ni révisé, ni actualisé.

11.5 Avance versée au sous-traitant

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant du marché est au moins égal au seuil fixé par le code de la commande publique (articles R 2193-17 à R 2193-19) pour le versement de l'avance, soit 50 000 euros H.T.

Par ailleurs, les prestations doivent s'exercer sur une durée supérieure à deux mois. Le versement de cette avance, dont le montant est égal à 5 % du montant des prestations

sous-traitées, et son remboursement sont effectués conformément à l'article R 2191-20 du code de la commande publique.

11.6 Prestations non conformes

Les réfections et pénalités cumulables telles que prévues au marché, s'imputent d'office sur les règlements. Il est entendu que ces pénalités révisables selon la formule adoptée pour la révision du prix de règlement des prestations du titulaire, ne sont appliquées que lorsque le titulaire est reconnu responsable du défaut de prestation.

Cependant il appartient au titulaire de faire la preuve que les prestations non conformes ne lui sont pas imputables.

11.7 Règlements des sous-traitants

11.7.1 Répartition des paiements

Suite à la répartition entre le titulaire et le(s) sous-traitant(s), les paiements dus à chacun des sous-traitants sont versés à concurrence du montant indiqué dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire d'une manière claire, précise et sans ambiguïté, ou dans chaque déclaration de sous-traitance.

Dans le cas d'un Groupement conjoint ou solidaire, suite à la répartition entre le co-traitant et le(s) sous-traitant(s) concernés, les paiements dus à chacun des sous-traitants concernés sont versés à concurrence du montant indiqué dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire d'une manière claire, précise et sans ambiguïté, ou dans chaque déclaration de sous-traitance.

11.7.2 Règlement des comptes en paiement direct

Le paiement effectif du sous-traitant est subordonné à la production, par le titulaire

- d'une copie de la Décomposition de prix global et forfaitaire (DPGF) mettant en évidence la part des prestations sous-traitées,
- du pourcentage de la prestation exécuté,
- de l'attestation de paiement direct.

Article 12 - Mesures coercitives

12.1 Pénalités

En dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, les pénalités suivantes sont applicables

| | | |
|---|--|-----------|
| tout fait empêchant l'ouverture de tout ou partie de l'immeuble au personnel ou au public de l'Ecole | par jour | 300€ |
| absence d'un agent de propreté quotidien défini dans l'organigramme et le planning et non remplacé pour un contrat de 2 à 3H / j | par agent et par jour à compter du 2 ^e jour d'absence | 50€ |
| absence d'un agent de propreté quotidien défini dans l'organigramme et le planning et non remplacé pour un contrat de 4 à 5H / j | par agent et par jour à compter du 3 ^e jour d'absence | 100€ |
| absence d'un chef d'équipe quotidien défini dans l'organigramme et le planning et non remplacé pour un contrat de 35H / semaine | par agent et par jour à compter du 3 ^e jour d'absence | 300€ |
| en cas d'absence de port de la tenue de travail logotée | par agent après une réclamation au Titulaire | 20€/agent |
| Pour absence, ou panne ou non remplacement de matériel, machine de nettoyage, ou non évacuation de matériel et produits décrits au CCTP ou dans le mémoire contractuel du Titulaire ; | par jour à compter du 3 ^e jour | 50€ |
| Non livraison de matériel et machines de nettoyage au-delà du délai contractuel indiqué dans le mémoire par le Titulaire | par jour calendaire | 50€ |
| Retard dans la livraison des fournitures le jour suivant le délai contractuel (DPGF) | Par jour de retard | 20€ / j |
| Non restitution des moyens mis à disposition du titulaire | Par constat | 300€ |



12.2 Dispositions d'application

Le présent article s'applique sans préjudice des possibilités réglementaires de résiliation du présent marché.

Dans le cas de prestations non conformes, l'information est transmise par l'EnsAD par tout moyen à sa convenance, téléphone, fax, courrier électronique. Le titulaire informe l'EnsAD de son intervention pour y remédier.

Par ailleurs, l'EnsAD peut, par courrier recommandé avec accusé de réception, mettre le titulaire en demeure de remédier aux non-conformités constatées dans un délai de 24 (vingt-quatre) heures.

Si à l'expiration de ce délai, le titulaire ne peut assurer une fourniture normale, l'EnsAD peut y pourvoir aux frais et risques du titulaire. De plus, si quinze (15) jours après l'envoi de la lettre recommandée, le titulaire n'a pas assuré la reprise d'une exploitation normale, le marché peut être résilié de plein droit à la seule initiative de l'EnsAD.

Article 13 - Règlements des différends

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Le différend peut être soumis à l'avis du comité consultatif du règlement amiable.

Toute difficulté dans l'interprétation, ou l'exécution du présent marché, qui ne pourrait être surmontée d'un commun accord, est soumise à la juridiction de droit public.

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, la juridiction à saisir est le tribunal administratif de Paris.



Article 14 - Modifications en cours d'exécution du marché

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de notifier à l'EnsAD, les modifications survenant en cours d'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société ; à la forme de la société ;
- à la raison sociale de la société ou à sa dénomination ;
- à son siège social ; à son capital social ;
- et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de la société.

Article 15 - Obligation de discrétion

Le prestataire (le titulaire ou co-traitants et les sous-traitants éventuels) est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents échangés.

Le personnel du titulaire et de ses sous-traitants doit s'engager à ne divulguer à qui que ce soit et sous quelque forme que ce soit des informations, renseignements, documents dont il a ou aurait pu avoir connaissance dans l'exécution des prestations prévues par le marché.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'EnsAD à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par l'EnsAD au titulaire, au titre de l'article 1384 du Code Civil.

Article 16 - Dispositif de vigilance

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché concerné et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont à adresser à M. ROUSSY à l'adresse suivante : francois.roussy@ensad.fr

A défaut, le marché concerné est résilié dans les conditions prévues au présent CCAP.



Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du code du travail, le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8224-3 à L.8224-5 du code du travail, l'ENSAD peut, après mise en demeure du titulaire :

- appliquer une pénalité dont le montant s'élève à 100 euros par jour d'infraction. Les pénalités s'appliquent jusqu'à ce que la situation litigieuse cesse et pour une période maximum de 15 jours.
Cependant, le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 du code du travail et dans la limite de 10% du montant consommé sur le marché concerné à la date d'expiration du délai laissé au titulaire pour faire cesser la situation litigieuse ;
- résilier le marché concerné sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Il est précisé que, pour tous les marchés d'un montant supérieur à 5000 euros H.T., l'article L.8222-1 du code du travail impose à l'administration d'obtenir de la part de ses prestataires, tous les six mois et, jusqu'à la fin de la durée d'exécution du marché, la production des pièces établissant qu'il s'acquitte des formalités relatives au travail dissimulé.

Le titulaire doit également fournir à l'EnsAD, tous les six mois durant l'exécution du marché, les attestations sociales et fiscales, ainsi que la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnés aux articles L.5221-2, L.5221-3 et L.5221-11 du code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas de non-délivrance de l'ensemble de ces documents à l'ENSAD tous les 6 mois à compter de la date de notification du marché, le présent contrat pourra être résilié aux torts du titulaire.



Article 17 - Dérogations au CCAG-FCS

L'article 3 du présent CCAP intitulé « documents contractuels » déroge à l'article 4.1 du CCAG- FCS.

L'article 12 du présent CCAP intitulé « mesures coercitives » déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

À Paris, le

le titulaire